



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°37 – Du 17 au 23 novembre 2023

En bref

Afghanistan : Les échanges entre l'Afghanistan et la Russie atteignent un montant de 247 M USD au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire. Un accord récemment conclu avec les autorités pakistanaïses a permis le transfert à Kaboul de plus de 300 conteneurs de marchandises bloqués au port de Karachi.

Bangladesh : Augmentation de 75% du service de la dette des prêts des bailleurs internationaux sur les quatre premiers mois. La microfinance atteint un record de près de 20 Mds EUR pour 2022-23, en hausse de 26%. Inauguration d'un nouveau terminal portuaire à Chittagong. Une entreprise pharmaceutique bangladaise investit aux Philippines.

Bhoutan : Nouvelle tranche d'émission obligataire.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Barclays prévoit une croissance de 6,8 % au T2 FY24. Les IDE diminuent de 7,8% au deuxième trimestre de l'exercice 2023-24. *Politique monétaire* : Relèvement des charges en capital sur les crédits à la consommation et les prêts des banques aux NBFC. Discours du gouverneur de la RBI à la conférence FIBAC 2023. *Politique budgétaire* : Budget à venir : 27,6 Mds USD pour les subventions alimentaires, avec hausses du prix d'achat minimum (PAM).

Maldives : Avancement de la construction du pont de Thilamale.

Népal : Situation difficile de l'économie népalaise. En comparaison annuelle, les promesses d'investissement direct étranger doublent sur les quatre premiers mois de l'année budgétaire en cours. Le déficit commercial du Népal se creuse de 2,15% au cours du premier trimestre. Le poids de la dette népalaise demeure contenu, bien qu'en tendance haussière depuis 2015.

Pakistan : FMI- La première revue de l'accord de confirmation Pakistan sera soumise à un vote du Conseil d'administration le 7 décembre prochain. FMI- Gouvernance du SIFC. Balance des paiements – contraction du déficit courant en octobre. Le gouvernement approuve une taxe de 40 % sur les revenus exceptionnels des banques. Export – création par le ministère du Commerce de deux comités chargés d'élaborer une stratégie export. Finance – La Bourse de Karachi poursuit sa tendance haussière.

Sri Lanka : Conférence sur l'hydrogène à Sri Lanka. Prêt de 150 M USD de la Banque mondiale. Signature d'un d'accord entre Sri Lanka et Israël.

Afghanistan

Les échanges entre l'Afghanistan et la Russie atteignent un montant de 247 M USD au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire

Au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et la Russie ont totalisé 247 M USD, dont 245 M USD d'importations de produits russes en Afghanistan et 2 M USD d'exportations de produits afghans en Russie. La valeur des échanges commerciaux enregistre une légère augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, et il est prévu qu'elle atteigne 300 M USD d'ici la fin de l'année budgétaire en cours, à mi-mars 2024.

La Chambre de commerce et d'investissement d'Afghanistan a exprimé la volonté du pays d'accroître les volumes d'exportation avec les pays voisins afin de stimuler la production du pays et de créer des opportunités d'emploi. De plus, elle a annoncé s'engager à faciliter les échanges pour intensifier la coopération entre les deux pays. La Russie est considérée comme un marché prometteur pour les fruits frais et secs afghans, ainsi que pour les pierres semi-précieuses et précieuses. Cependant, en ce qui concerne les principales destinations d'exportation pour les produits afghans, la Russie reste encore en retrait par rapport à l'Inde, au Pakistan, à la Chine et aux Émirats arabes unis.

Un accord récemment conclu avec les autorités pakistanaises a permis le transfert à Kaboul de plus de 300 conteneurs de marchandises bloqués au port de Karachi

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a récemment indiqué que lors des négociations avec les responsables pakistanais, une délégation de l'administration talibane avait conclu un accord portant sur le transfert à Kaboul d'environ 300 conteneurs de marchandises afghanes actuellement bloqués au port de Karachi en raison des restrictions imposées sur les marchandises afghanes. En effet, les autorités pakistanaises affirment avoir subi un important manque à gagner en termes de recettes fiscales

en raison de marchandises afghanes bénéficiant de franchises douanières à partir du port de Karachi. En conséquence, des centaines de conteneurs sont restés bloqués dans le port de Karachi pendant près de deux mois, entraînant des pertes financières estimées à 20 M USD pour les commerçants afghans.

Face à cette situation, les autorités afghanes soulignent la nécessité de diversifier les itinéraires de transit afin d'éviter les risques de congestion d'une voie unique, en l'espèce le port de Karachi. Les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan ont été tendues ces derniers mois, marquées par des conflits frontaliers, le blocage des marchandises à Karachi et le rapatriement forcé des réfugiés afghans par le Pakistan. Ces différents éléments contribuent à une détérioration des relations bilatérales.

Bangladesh

Augmentation de 75% du service de la dette des prêts des bailleurs internationaux sur les quatre premiers mois

Sur la période juillet-octobre 2023, le service de la dette des prêts des bailleurs étrangers a atteint 121 Mds Tk contre 69 Mds Tk sur la même période l'année précédente (+75%). Le pays souffre du double contexte de dépréciation du taka et d'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés internationaux. En effet, la charge en dollar n'a elle augmenté que de 51% tandis que la charge d'intérêts en USD a été multiplié par 2,5.

Sur la même période, le pays a pu bénéficier d'un important soutien des bailleurs, qui ont engagé 3,6 Mds USD en seulement 4 mois, dont 1,5 Md USD de la JICA, 1,0 Md USD de la BAsD, 700 M USD des bailleurs européens et 300 M USD de la Banque mondiale.

La microfinance atteint un record de près de 20 Mds EUR pour 2022-23, en hausse de 26%

En dix ans, les décaissements des instituts de microfinance ont été multipliés par cinq pour atteindre 2493 Mds Tk (environ 20 Mds EUR) auprès de 32 millions d'emprunteurs en 2022-23,

soit environ 77,000 taka par personne. La hausse est de 26% en un an seulement, contre seulement 8% pour le secteur bancaire traditionnel. La microfinance bénéficie toujours d'une bonne image, reposant notamment sur un taux de prêt non-performant moyen de 5% inférieur à celui du secteur bancaire.

Le secteur repose sur 731 instituts de microfinance et près de 25000 branches. Il est notamment constitué de quelque principaux instituts tels que BRAC (26% des décaissements de la microfinance en 2021-22), ASA (16%), Grameen Bank (11%) et BURO Bangladesh (6%).

Inauguration d'un nouveau terminal portuaire à Chittagong

La Première Ministre vient d'inaugurer le terminal de Patenga au sein du port de Chittagong. Financé par la Chittagong Port Authority à hauteur de près de 100 M EUR, il permet d'ajouter trois nouvelles jetées et accroître ainsi la capacité annuelle de 500 000 conteneurs. Le coût des infrastructures a été presque réduit de moitié après la décision de basculer ce projet sous un format de PPP où un opérateur prendra en charge le coût des équipements (grues, etc.). Cet opérateur devrait être l'entreprise saoudienne Red Sea Gateway Terminal.

En 2022, le port de Chittagong a vu transiter environ 3,1 M de conteneurs, représentant plus de 95% du trafic international du pays, très loin devant les ports de Mongla et de Payra.

Une entreprise pharmaceutique bangladaise investit aux Philippines

Square Pharmaceuticals, la filiale pharmacie de Square Group (agro-alimentaire, santé, textile notamment), a annoncé son intention d'investir 1 M USD aux Philippines pour accompagner le lancement d'une entreprise appelée Samson Pharma. Celle-ci aura pour but de promouvoir et distribuer les médicaments de Square sur ce marché.

Square avait investi en 2018 dans une unité de production de médicaments dans une zone consacrée à l'export à Nairobi, au Kenya. Cette unité a débuté la production début 2023 pour servir le continent africain.

Bhoutan

Nouvelle tranche d'émission obligataire

A l'issue de la nouvelle tranche d'émission obligataire d'une valeur de 59 M USD, échéant à deux ans, la dette intérieure du pays devrait augmenter, passant de 312 M USD en septembre de cette année à 372 M USD. La dette intérieure se compose d'un stock de bons du Trésor de 87 M USD et d'obligations gouvernementales de 225 M USD, représentant 12,9 % du produit intérieur brut estimé ou 9,6 % de la dette totale. La plupart de ces obligations arriveront à échéance en 2034 avec un taux de coupon annuel compris entre 3 et 9 %. La majorité des souscripteurs sont des banques.

La période de souscription des obligations se déroulera du 17 novembre au 24 novembre, et le prix du coupon sera fixé lors de l'enchère, avec une valeur nominale de l'obligation initiale fixée à 1 000 NU (12 USD) et le montant minimum de souscription à 10 000 NU (120 USD), soit 10 unités. À travers ces obligations, le gouvernement s'engage à rembourser la valeur nominale de la valeur de l'obligation à la date d'échéance, le 28 novembre 2025, et à effectuer des paiements d'intérêts périodiques deux fois par an, soit le 28 mai 2024 et le 28 novembre 2024 sur le compte bancaire du détenteur de l'obligation. Il s'agit de la onzième série d'émissions d'obligations par le gouvernement, initiée depuis la première émission souveraine en 2020, visant à mobiliser des fonds pour répondre aux besoins budgétaires liés à la pandémie.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Barclays prévoit une croissance de 6,8 % au T2 FY24

Barclays anticipe une croissance de 6,8 % au second trimestre de l'année budgétaire 2023/24, dépassant l'estimation de la RBI, fixée à 6,5%. Malgré une légère baisse par rapport au trimestre

précédent (7,8 %), la croissance devrait ainsi se maintenir, avec une prévision annuelle de 6,3 %. La banque souligne la robustesse de l'économie indienne, soutenue par une demande intérieure dynamique, des investissements publics importants et une croissance forte du secteur des services. La baisse de l'inflation, qui a atteint 4,87 % au mois d'octobre - un chiffre en baisse pour le troisième mois consécutif - devrait créer une dynamique favorable pour la demande intérieure, et assurer la stabilité de la politique monétaire à court terme. La perspective des prochaines élections nationales (prévues au printemps 2024) pourrait également stimuler la consommation, d'après la banque.

Les IDE diminuent de 7,8% au deuxième trimestre de l'exercice 2023-24

Les IDE en Inde ont enregistré une baisse de 7,8 % au deuxième trimestre de l'exercice 2023-24 pour atteindre 15,3 Mds USD contre 10,3 Mds USD au second trimestre de l'année précédente, selon les données du Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur (DPIIT). Singapour et Maurice figurent en tête des pays à l'origine des flux. Ces derniers enregistrent un recul de 13 % par rapport au premier trimestre de l'année budgétaire en cours, qui s'est achevé le 30 juin.

Sur les six premiers mois écoulés, le secteur des services a attiré le montant d'investissements le plus élevé (3,8 Mds USD), suivi par les activités de construction (2,4 Mds USD), et les logiciels et matériel informatique (2,4 Mds USD). S'agissant de la ventilation géographique, le Maharashtra a été le premier bénéficiaire de ces IDE (7,9 Mds USD au premier semestre contre 8 Mds USD un an plus tôt), suivi par le Karnataka (2,8 Mds USD contre 5,3 Md USD un an plus tôt).

À l'échelle mondiale, les IDE ont reculé de 12% pour atteindre 1,3 Md USD en 2022, après un rebond important en 2021, à la suite de la pandémie de Covid-19.

Politique monétaire

Relèvement des charges en capital sur les crédits à la consommation et les prêts des banques aux NBFC

La forte dynamique des crédits à la consommation (et notamment les prêts non assortis de garanties, *unsecured loans*, comme les financements par cartes de crédit), qui enregistrent une croissance de 30% en glissement annuel depuis juillet, après une hausse de 20% au T1 2023/2024, avait été signalée à plusieurs reprises par le Conseil de la Politique monétaire (MPC) de la RBI comme un élément de préoccupation au cours des tout derniers mois. Pour rappel, de manière incrémentale, l'augmentation des encours de crédit au cours des douze derniers mois est imputable pour moitié aux crédits à la consommation et aux prêts des banques aux NBFC, qui sont les principales institutions finançant le crédit à la consommation, notamment vers le secteur informel. La RBI a ainsi décidé d'augmenter de 25% les charges en capital des banques sur ce type de financement, ce qui obligera les banques à augmenter la pondération des risques sur les contreparties concernées, NBFC et/ou ménages, et partant à durcir leurs conditions de financement à ces contreparties ou bien les contraindra d'accroître leurs fonds propres pour être en mesure de financer la même enveloppe de crédit. La mesure aura également pour effet d'agir comme facteur contracyclique destiné à freiner la dynamique trop rapide des crédits à la consommation, qui malgré le faible endettement des ménages, signale une croissance de la consommation financée par endettement.

Discours du gouverneur de la RBI à la conférence FIBAC 2023

Le gouverneur de la RBI, M. Shaktikanta Das, a souhaité revenir, lors de la conférence FIBAC 2023 – une conférence qui se tient chaque année et qui rassemble les principaux acteurs du secteur bancaire – sur les actions conduites par la RBI au cours des 18 mois écoulés.

Il a rappelé qu'au cours de cette période, la RBI avait priorisé la lutte contre l'inflation en s'appuyant sur le dispositif de facilité d'ajustement de la liquidité et l'augmentation du taux directeur de 250 points, pour drainer les excédents de liquidité. Ces mesures ont permis la réduction du taux d'inflation, revenu à 4,9 % en octobre, et plus spécifiquement, de réduire l'inflation sous-jacente. Si les ménages indiens anticipent désormais une stabilisation, le gouverneur a rappelé que l'inflation effective reste sensible aux chocs exogènes, de plus en plus fréquents. Aussi, selon lui, la roupie indienne a fait preuve d'une faible volatilité malgré la réduction du différentiel de taux entre les États-Unis et l'Inde et le report des actifs vers le dollar, ce qu'il explique par la solidité des fondamentaux macroéconomiques de l'Inde.

Dans son discours, le gouverneur a rappelé que la croissance étant attendue à 6,5 % pour l'année en cours ainsi que l'année suivante (2024/25), ce qui fait de l'Inde l'une des économies enregistrant le taux de croissance le plus élevé au monde. Selon lui, le caractère endogène de la croissance indienne, moins dépendante que d'autres grandes économies des effets de bord liés aux aléas de la demande étrangère, lui a permis de mieux résister aux chocs externes. La situation est d'autant plus favorable que les bilans des banques et des entreprises sont solides, comme en témoignent les bons résultats financiers du second trimestre 2023/24.

S'agissant de l'économie réelle, M. Das a appelé le secteur privé à investir davantage dans le secteur agricole, et notamment l'industrie agroalimentaire, pour améliorer la qualité des produits agricoles et renforcer la montée en gamme des chaînes de valeur dans ce secteur. Seule une modernisation en profondeur du secteur permettra de stabiliser les prix agricoles, et de mieux contrôler l'inflation alimentaire. Il a également souligné le potentiel important s'agissant des exportations de services à plus forte valeur ajoutée (comptabilité, services légaux, R&D, etc.) qui permettent aujourd'hui à l'Inde de maintenir sa position externe.

Enfin, s'agissant du secteur financier, M. Das a averti que si la croissance du crédit s'accélère, les banques et les sociétés de financement non bancaires (NBFC) doivent veiller à ce que cette

croissance soit durable avec une vigilance accrue sur le risque de transformation. Le gouverneur alerte ainsi sur ce risque lié à des actifs immobilisés à long terme alors qu'ils sont financés par des dépôts à court terme. Enfin, il a mis en garde contre les risques de contagion liés à l'exposition croissante des banques aux NBFC et contre les taux usuraires actuellement pratiqués par certaines NBFC et institutions de microfinance.

Politique budgétaire

Budget à venir : 27,6 Mds USD pour les subventions alimentaires, avec hausses du PAM

Le gouvernement central indien prévoit d'allouer environ 27,6 Mds USD au titre des subventions alimentaires dans le budget prévisionnel de l'exercice financier à venir (contre 25 Mds USD pour l'exercice en cours). Cette augmentation, résultant principalement des fortes hausses du prix d'achat minimum (PAM) pour les cultures clés, est anticipée pour répondre aux besoins croissants. Les hausses significatives du PAM, observées pour les cultures de rabi et kharif, visent à stimuler les revenus ruraux. Malgré cette hausse des subventions alimentaires, le gouvernement maintient sa cible de déficit budgétaire à 5,9% du PIB, et ce grâce au dynamisme des recettes fiscales et non-fiscales, pour autant que la croissance se maintienne au second semestre, malgré les incertitudes liées au cycle électoral.

Ces ajustements interviennent par ailleurs dans un contexte pré-électoral et font suite à l'annonce du Premier Ministre N. Modi de prolonger de cinq ans le programme de distribution gratuite de céréales, afin d'atténuer l'impact de l'inflation sur les populations vulnérables. Ce programme - Pradhan Mantri Garib Kalyan Anna Yojana (PMGKAY) – permet à 813 millions de bénéficiaires de recevoir 5 kg de céréales par mois.

Maldives

Avancement de la construction du pont de Thilamale

Mercredi 22 novembre, le nouveau Président maldivien, Mohamed Muizzu a effectué une visite pour évaluer l'état d'avancement du projet d'infrastructure aux Maldives, The Greater Malé Connectivity Project (GMCP). Ce projet comprend la construction de trois ponts et un réseau routier. La construction du pont de Thilamale, dont la construction a été confiée à une société indienne, Afcons Infrastructure Limited, a pris du retard. Pour mémoire, ce projet a été inauguré en 2022 par l'ancien Président Ibrahim Mohamed Solih et le Premier ministre indien Modi. Il vise à renforcer la connectivité de Malé aux îles voisines de Villimale, Gulhifalhu et Thilafushi. Il est financé par une ligne de crédit de 400 M USD de l'Indian Exim Bank et par une subvention du gouvernement indien de 100 M USD.

Népal

Situation difficile de l'économie népalaise

L'économie népalaise demeure confrontée à des défis internes persistants résultant notamment d'une mauvaise appréhension des ressources budgétaires.

Bien que le gouvernement ait fixé un objectif de collecte de 1422,54 Mds NPR, l'équivalent de 10,6 Mds USD de recettes pour l'exercice budgétaire en cours, seuls 276,64 Mds NPR, soit 2 Mds USD ont été collectés lors du premier trimestre.

Sur le plan monétaire, l'inflation est de 7,5% au premier trimestre de l'année budgétaire en cours, dépassant la cible de 6,5%. Après une bulle du crédit postérieure au Covid, qui a imposé à la banque centrale de relever fortement ses taux d'intérêt, il en est résulté un net ralentissement de la demande de crédit, entravant drastiquement les investissements et la consommation privée.

Toutefois, sur le plan extérieur, certaines améliorations sont perceptibles, notamment des records en matière de transferts de migrants, équivalents à 2,8 Mds USD, enregistrant une augmentation de 30% (en g.a) lors des trois premiers mois de l'année budgétaire en cours, selon la Banque centrale népalaise. Cela s'explique en partie par la saison festive de cette période, l'appréciation du dollar par rapport à la monnaie locale, et plus fondamentalement le rôle contracyclique des transferts de migrants. Au cours du dernier mois du trimestre sous revue, de mi-septembre à mi-octobre, les transferts ont atteint un montant record historique de plus de 1 Md USD. En ce qui concerne les exportations, bien qu'elles aient enregistré une baisse de 2,3%, avec un total de 300 M USD lors du premier trimestre, il s'agit d'une amélioration par rapport à la chute de 35,7% enregistrée à la même période l'année dernière. Les exportations sur la période sont marquées par la forte progression de 345% des exports vers la Chine, tandis que les exportations vers l'Inde enregistrent une baisse de 9,4% (en g.a.) , comparable à la dynamique enregistrée vis-à-vis du reste du monde (-9,5%). Parallèlement, les importations continuent d'évoluer à un rythme de 1,7% en g.a, totalisant un montant de 3 Mds USD sur la période sous revue, contre une baisse de 16,2% un an auparavant.

En comparaison annuelle, les promesses d'investissement direct étranger doublent sur les quatre premiers mois de l'année budgétaire en cours

Les engagements d'investissements directs étrangers (IDE) au Népal ont atteint 164 M USD au cours des quatre premiers mois de l'exercice budgétaire en cours, marquant une augmentation significative, puisqu'ils ont doublé par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ces investissements sont destinés à 223 entreprises, dont 170 petites entreprises, principalement dans le secteur du tourisme, qui représente 48% des engagements. Le secteur des services se classe en deuxième position, suivi de la fabrication, des technologies de l'information, du développement d'infrastructures et de l'exploitation minière.

Bien que des engagements importants aient été pris, la réalisation effective des IDE demeure souvent, dans les faits, relativement modeste par rapport aux montants promis. Le gouvernement a récemment annoncé des initiatives visant à simplifier le processus d'investissement étranger, souvent identifié comme étant une forte barrière aux investissements.

Le déficit commercial du Népal se creuse de 2,15% au cours du premier trimestre

Selon le Département des douanes (DoC), Le déficit commercial du pays s'est élevé à 2,74 Mds USD au cours des trois premiers mois de l'exercice budgétaire 2023-24 (mi-juillet à mi-octobre), contre 2,69 Mds USD à la même période de l'exercice budgétaire précédent 2022-23.

Les importations ont progressé de 1,7%, passant de 3 Mds USD au premier trimestre 2022-23 à 3,05 Mds USD désormais. Dans le même temps, les exportations diminuent de 2,26%, passant de 313 M USD à 306 M USD sur la période sous revue.

Le ratio importations-exportations au cours de la période d'examen s'est établi à 9,98. Cela signifie que le Népal a importé 9,98 dollars de marchandises pour chaque dollar de marchandises exportées, représentant une détérioration par rapport au ratio de 9,59 enregistré à la même période de l'exercice budgétaire précédent.

Le poids de la dette népalaise demeure contenu, bien qu'en tendance haussière depuis 2015

Selon le Bureau de gestion de la dette publique, la dette publique du Népal a augmenté de 309 M USD au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire en cours (mi-juillet à mi-octobre), atteignant ainsi un montant total équivalent à 17,5 Mds USD, soit 43,5 % du PIB du pays. L'évolution de la dette s'inscrit au sein d'une trajectoire haussière depuis plusieurs années. Sur le premier trimestre de cette année, la hausse de l'emprunt du gouvernement auprès des créanciers nationaux joue largement dans le sens de l'augmentation de la dette totale, avec une hausse de 406 M USD, à rebours d'une diminution

de l'endettement extérieur, qui fléchit de 97 M USD sur la période sous revue.

Pour rappel, le Népal a commencé à contracter d'importants emprunts auprès de créanciers nationaux et étrangers lors des travaux de reconstruction post-séisme à partir de l'exercice 2015-16. Subséquemment, la dette a encore davantage augmenté en raison des dépenses nécessaires pour faire face à la pandémie de Covid. Selon le FMI, malgré cette augmentation, le Népal ne figure pas en situation de détresse financière. Par ailleurs, les experts du FMI ont déclaré en mai dernier que la dette publique du Népal devrait se stabiliser à 50 % du PIB à moyen terme, et que les ratios dette publique/PIB et dette extérieure/PIB devraient rester en dessous de leurs seuils indicatifs. La Loi de responsabilité de la dette publique du Népal fixe un plafond de dette extérieure, correspondant au tiers du PIB de l'exercice budgétaire précédent. Cette limite vise à prévenir le risque de surendettement extérieur. Au premier trimestre de l'exercice budgétaire en cours, la dette extérieure du Népal représente 21,5 % du PIB.

Pakistan

FMI- La première revue de l'accord de confirmation Pakistan sera soumise à un vote du Conseil d'administration le 7 décembre prochain

Suite à l'annonce du 15 novembre dernier qu'un accord des services du Fonds avait été trouvé sur la première revue de l'accord de confirmation (SBA – stand-by arrangement), la première revue sera soumise à un vote du Conseil d'administration qui devrait se tenir le 7 décembre et devrait donner lieu au décaissement de 528 M DTS (700 M USD), auquel viendraient s'ajouter des aides budgétaires de la Banque mondiale et de la Banque Asiatique de Développement pour un montant total d'1 Md USD.

FMI - Gouvernance du SIFC

Dans le communiqué publié à l'issue de la première revue, le FMI mentionne pour la

première fois la nouvelle institution civilo-militaire créée en juin dernier pour faciliter les investissements étrangers, le SIFC – Special Investment Facility Council – et formule des recommandations en matière de bonne gouvernance, notamment afin d'éviter que le SIFC ne génère des inégalités de traitement entre pays et ne privilégie certains investisseurs au détriment d'autres. Le FMI insiste également sur le volet gouvernance du SIFC et du Fonds souverain récemment créé en rappelant l'exigence de mettre en place des normes élevées de transparence et de gouvernance liées à la gestion des actifs du Fonds et du SIFC, de revoir le cadre anticorruption et de faciliter l'accès aux déclarations de patrimoine des membres de ces instances.

Balance des paiements – contraction du déficit courant en octobre

Le déficit courant s'établit à 74 M USD, en octobre, en baisse de 91% en g.a., portant le déficit pour les quatre premiers mois de l'exercice budgétaire 2023-24 à 1,06 Md USD, en baisse de 66% en g.a.

Cette contraction du déficit courant est le résultat d'un contrôle du déficit commercial (1,6 Md USD – hausse de 18% des exportations et baisse de 3% des importations en g.a.), d'une reprise des transferts de migrants (2,5 Mds USD ; +12% en g.m), contrebalancé par une aggravation du déficit du compte des revenus primaires, imputable à la reprise des rapatriements de capitaux. Le déficit courant pour l'exercice budgétaire devrait s'établir à 5,5 Mds USD pour l'exercice budgétaire en cours, permettant ainsi à la Banque centrale de reconstituer ses réserves de change à hauteur de 10 Mds USD d'ici juin 2024, contre 7,5 Mds USD actuellement, grâce aux interventions du FMI et des autres partenaires financiers.

Le gouvernement approuve une taxe de 40 % sur les revenus exceptionnels des banques

Le Premier ministre du gouvernement de transition a approuvé une nouvelle taxe exceptionnelle rétroactive de 40 % sur les profits des banques tirés des opérations de change au

cours des deux dernières années, une mesure que l'administration de coalition précédente avait également envisagée mais n'avait pas mise en œuvre.

La Banque centrale (SBP- State Bank of Pakistan) évalue à 110 Mds PKR (300 M USD) les profits des banques dans le cadre d'opérations spéculatives en défaveur de la roupie pakistanaise.

Exports – création par le ministère du Commerce de deux comités chargés d'élaborer une stratégie export

Le ministère du Commerce a annoncé la création de deux comités consultatifs chargés d'élaborer une stratégie de promotion à l'export pour les produits de l'industrie textile et des autres industries manufacturières. Ces comités devraient formuler des lignes directrices dans un délai de huit semaines, qui seront ensuite présentées au Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC) pour approbation. Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de porter les exportations pakistanaises à 100 Mds USD dans les prochaines années, contre 31 Mds en 2022. Le comité en charge de l'industrie textile sera composé de représentants du secteur privé, principalement des grands groupes comme Interloop, Sapphire.

Finance – La Bourse de Karachi poursuit sa tendance haussière

Portée par l'annonce d'un accord avec le FMI, la Bourse de Karachi maintient sa tendance haussière et franchit le cap des 58 000 points. L'indice KSE-100 a ainsi clôturé mercredi 22 novembre à 58 198,76 points, en hausse de 827,18 ou 1,44% par rapport à la clôture précédente de 57 371,58 points. La reprise a été alimentée par l'amélioration de la confiance du marché, alors que les indicateurs économiques du pays affichent des signes de reprise. Depuis le début de l'année, l'indice a crû de 48%.

Sri Lanka

Conférence sur l'hydrogène à Sri Lanka

Sri Lanka a accueilli le mardi 21 novembre une conférence sur l'hydrogène, « *Sri Lanka Green Hydrogen Symposium 2023* ». Lors de cette conférence, la feuille de route nationale sur l'hydrogène a été présentée par le ministre de l'Energie, Kanchana Wijesekera, au Président, Ranil Wickremasinghe. Cette feuille de route a été réalisée par la Petroleum Development Authority of Sri Lanka (PDASL) et Greenstat Hydrogen India, avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Lors de son discours d'inauguration, le Président sri lankais a rappelé son engagement à atteindre l'objectif des 1,5 degrés, qu'il soutiendrait également à la COP28. Il a souligné le potentiel de Sri Lanka, eu égard à sa stratégie d'indépendance énergétique, ainsi que la volonté de faire du pays une plaque tournante régionale quant à l'approvisionnement en hydrogène vert. A cet effet, il a proposé la création d'une loi sur la transition énergétique et d'un comité multi-agence en pilotant la mise en œuvre. Plus précisément, il a souligné que cette transition ainsi que la mise en place de l'hydrogène à Sri Lanka ne saurait se faire sans l'aide et le conseil d'experts.

Prêt de 150 M USD de la Banque mondiale

Dans le cadre d'un projet de renforcement des filets de sécurité et garanties institutionnelles du secteur financier à Sri Lanka, le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale a approuvé un financement de 150 M USD. Ce prêt s'inscrit dans le cadre du programme de réforme économique du Fonds monétaire international. Ce financement sera consacré à deux volets, la capitalisation du système d'assurance-dépôts (SLDIS), et à une assistance technique à la Banque centrale en vue de la mise en œuvre de la réforme du SLDIS. Il devrait permettre de renforcer la confiance dans le système financier sri lankais en garantissant la stabilité et la solidité.

Signature d'un d'accord entre Sri Lanka et Israël

Le 21 novembre 2023, le gouvernement sri lankais a signé un accord avec le gouvernement israélien pour l'envoi temporaire de travailleurs sri lankais. Cet accord fait suite à la pénurie de main-d'œuvre rencontrée par Israël. Les travailleurs seront recrutés en vue d'effectuer des activités agricoles. En raison du contexte actuel, le Ministre des transports et autoroutes et Ministre des médias, Bandula Gunawardana affirme que la sécurité des travailleurs sera assurée.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international